

Compte-rendu du CHS-CT du 19 septembre 2012

Trésorerie de Mauléon : le bout du tunnel ?

Après de nombreuses années de tergiversations et d'espoirs déçus, le dossier de la rénovation de la trésorerie de Mauléon semble enfin avancer de manière significative.



Des travaux importants de rénovation doivent ainsi démarrer dans les prochaines semaines :

- Création d'un nouveau sas d'entrée,
- Ouverture de l'ensemble du plateau pour créer une zone de circulation,
- Abaissement des plafonds et cloisonnement escalier intérieur,
- Travaux de peinture, remplacement de la moquette par du parquet,
- Remplacement de la chaudière par des convecteurs électriques.

Sur ce dernier point, les représentants CHS ont insisté sur la nécessité d'améliorer l'isolation des locaux afin d'assurer une efficacité optimale du chauffage électrique.

Dans cette optique, le remplacement des fenêtres est prévu en 2013 dans le cadre d'une deuxième tranche de travaux.

Le Président du CHSCT, Mr NESA, s'est personnellement engagé à suivre ce dossier et à s'assurer que la Mairie, particulièrement désinvolte ces dernières années, respecte ses obligations de bailleur.

Le plan des travaux a été présenté et validé par les agents concernés.

Une incertitude subsiste concernant le maintien des agents sur site pendant l'intervention des entreprises. Une rencontre avec le maire de Mauléon et Mr NESA prévue début octobre doit permettre d'éclaircir ce point.

Les élus CGT se félicitent de l'avancée de ce dossier.

En effet, cela faisait de nombreuses années que l'ensemble des représentants CHS dénonçait les mauvaises conditions de travail des collègues de Mauléon dues aux locaux vétustes et inadaptés.

Arrivée du nouvel Assistant de Prévention à la DDFiP

Comme annoncé lors du CHSCT du 3 juillet dernier, **un assistant de prévention à temps complet** a été nommé sur le département au 1^{er} septembre 2012.

Il s'agit finalement de Mr Daniel ROUAN qui participait le 19 septembre à son premier CHSCT.

Les élus CGT tiennent à réaffirmer l'importance du rôle de l'assistant de prévention dans le recensement et la prévention des risques professionnels.

Ils rappellent que son positionnement fonctionnel doit également lui assurer **le maximum d'indépendance dans ses missions**.

Propositions Complémentaires de Programme 2012

DDFiP	
Complément réfection signalétique CDFIP Bayonne et Trésorerie de Lescar	399,46
Achat d'un chariot pour transport des charges lourdes (Trésorerie St Jean de Luz)	448,50
Sécurisation des escaliers du CFP Bayonne	(*)24.372,81
Aménagement de 2 postes de travail et achat d'une mallette informatique à roulettes	1.220,76
<i>(* attente de devis complémentaires)</i>	
TOTAL DES DEPENSES COMPLEMENTAIRES DDFIP	25.220,77 €

Commentaires :

► Les aménagements de postes financés par les CHSCT pour des collègues ayant certaines pathologies (essentiellement liées aux troubles musculo-squelettiques) sont en forte augmentation pour 2012.

Le Médecin de Prévention est toujours à l'origine de ces programmes et son efficacité dans ce domaine est à souligner. Pour autant, sans jamais vouloir remettre en cause ses décisions ou bien le secret médical, les élus CGT souhaitent toujours être informés de la nature de ces aménagements. Il semble en effet important, lorsque l'on doit se prononcer sur des choix de dépense, d'avoir un minimum d'informations pour chaque programme engagé !!

► L'achat d'un caisson temporisé (coffre-fort à ouverture différée) pour la Trésorerie de Salies-de-Béarn avait été au préalable retiré des propositions de la direction.

Pour autant, les discussions autour d'un éventuel financement ont permis de mettre en évidence que le caisson temporisé n'était en aucun cas un élément de sécurité pour les agents.

Mr NESA en a convenu de manière très claire.

Il sera donc inutile de proposer une nouvelle fois ce type de dépense au CHSCT !

DRDDI	
Acquisition d'un pont élévateur pour la BSI de Dax	7.211,88
TOTAL DES PROPOISTIONS COMPLEMENTAIRES DRDDI	7.211,88 €

Commentaires :

Ce programme complémentaire vient accompagner la réinstallation de la Brigade de Surveillance de Dax dans de nouveaux locaux sur St-Paul-les-Dax. Il faut dire que les locaux existants étaient particulièrement vétustes et inadaptés eux aussi !

Cependant les élus CGT ont été surpris de voir le projet d'acquisition d'un pont élévateur pour véhicules être présenté à la dernière minute et avec très peu d'éléments d'informations.

La CGT ne remet pas en cause le gain de sécurité pour les collègues douaniers lorsqu'ils fouillent et démontent une voiture afin d'y trouver des substances illicites.

Par contre, il a été fait remarquer qu'un pont élévateur est avant tout un élément qui apparaît comme essentiel dans l'exercice de la mission douanière.

Son rôle fonctionnel évident doit induire un financement assuré en priorité par l'administration.

Celle-ci n'a pourtant pas été sollicitée pour la réalisation de ce projet.

Les élus CGT ont donc choisi de s'abstenir face à la décision du Président du CHSCT de maintenir cette proposition en l'état, sans solliciter de plus amples informations notamment sur l'étude technique de faisabilité du projet, ni de saisine préalable de l'administration douanière quant à un éventuel financement ou co-financement.

PROGRAMME INTERDIRECTIONNEL DE FORMATIONS	
1 Exercice d'évacuation pour la D.R.D.D.I de Bayonne	600,00
1 Formation aux risques routiers pour 9 agents de la D.R.D.D.I	2.816,94
1 Formation serre et guides files complétée d'une formation sur l'utilisation d'un défibrillateur pour 10 agents de la D.R.D.D.I	875,00
TOTAL DES PROPOSITIONS COMPLEMENTAIRES DE FORMATIONS	4.291,94 €
<u>Commentaires :</u>	
Une nouvelle formation aux risques routiers pour les collègues douaniers a été proposée par les élus CGT et acceptée par le CHSCT.	

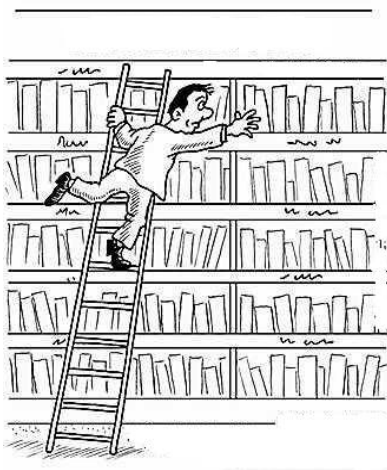
TOTAL DES DEPENSES POUR LE PROGRAMME CHS 2012 (dont 1.000 euros de frais de secrétariat)	154.163,56 €
<u>Commentaires</u>	
Le budget attribué au CHSCT du 64 s'élève à 153.360 euros (la réserve parlementaire a bien été débloquée au mois de septembre). Pour régler les frais de secrétariat, il manque donc 803, 56 euros. De nouveaux devis concernant les travaux de sécurisation du CFP Bayonne devraient permettre au budget du CHSCT 2012 de s'équilibrer.	

LE SERVICE DE LA DEPENSE DE LA DDFIP

Les agents du service dépense de la DDFiP avaient souligné dans les registres hygiène et sécurité, au mois de mars dernier, l'usure du revêtement de sol et le manque de place. En effet ce service doit tout au long de l'année stocker un volume important de pièces de dépense.

Concernant la moquette, l'assistant de prévention avait indiqué qu'un nettoyage complet avait été demandé. Or à ce jour, rien n'a été fait.

Concernant le manque de place, la réponse a été simple : les mètres carrés disponibles sont compatibles avec la norme NF*35-102 !!



Agent de la dépense entrant dans la norme NF*35-102

Même si la solution est difficile à trouver compte tenu des contraintes immobilières de la DDFIP, elle existe et la direction doit se pencher sur ce problème !

Lors des débats, Mr NESA semble avoir compris le message et s'est engagé à étudier les pistes possibles. Affaire à suivre !

RECENSEMENT DES BESOINS EN CASQUES TELEPHONIQUES

Lors du groupe de travail préparatoire tenu début 2012, il avait été évoqué une possible acquisition de casques téléphoniques et il avait alors été décidé qu'un recensement des besoins allait être lancé.

Faute de temps, celui ci n'a pu être effectué.

Un engagement pour 2013 a donc été pris par l'administration.

Compte tenu du coût élevé de chaque appareil, il a été décidé de cibler les besoins dans les services ayant une activité téléphonique importante, et d'évaluer par la suite leur efficacité auprès des agents qui auront choisi d'en utiliser un.



LE RESULTAT DES ETUDES SUR L'ECLAIREMENT DES POSTES DE TRAVAIL

Le CHSCT avait sollicité l'antenne immobilière de Toulouse afin de faire un audit sur les questions d'éclaircissement des postes de travail.

5 structures ont été choisies : les Centres des Finances Publiques de Bayonne, Orthez et Oloron, ainsi que les trésoreries de Pau-Hôpital et de Bedous.

Les rapports nous ont été présentés lors de ce CHSCT. Ils contenaient des recommandations d'ordre général non seulement concernant l'éclairage des locaux, mais également leur aménagement et leur fonctionnalité.

Ces audits doivent guider le programme de prévention pour 2013, car un grand nombre des recommandations sont susceptibles d'être financées par le CHSCT.

L'IMMOBILIER ET L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES

Un programme national exceptionnel destiné à améliorer l'accessibilité immobilière a été mis en place par le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique.

La DDFIP 64 a recensé 3 opérations répondant aux critères d'éligibilité et permettant d'adapter les locaux aux personnes à mobilité réduite.

Les demandes de travaux se situent sur le CFP de Bayonne pour un montant de 18.200 euros, le CFP de Pau pour un montant de 21.100 euros et la DDFIP de Pau pour un montant de 17.400 euros.

Le CHS a bien sûr validé ces propositions. Mais compte tenu de la faible enveloppe au niveau national, ces demandes resteront peut être à l'état de projet...

UN POINT SUR LE TRANSFERT DES AGENTS DE L'IMMEUBLE RUE LAPOUBLE VERS LA PLACE D'ESPAGNE

Le déménagement des agents situés rue Lapouble vers les locaux vacants de l'Inspection d'Académie est toujours prévu pour mars 2013.

Le problème des places de parking a été évoqué.

La mairie est prête à louer des places supplémentaires, mais la Direction n'a pas, en l'état du budget alloué, les moyens de les financer.

La Direction Locale a donc sollicité une rallonge auprès des instances nationales.



De plus l'abonnement pourrait passer à une formule « du lundi au vendredi » et non plus 7j/7 afin d'en réduire le coût.

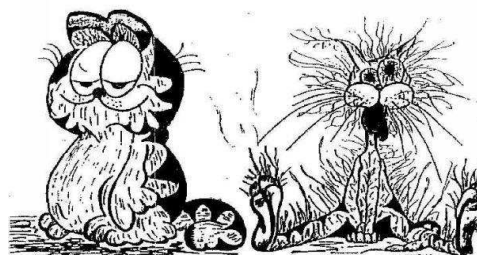
Si cela ne devait pas suffire, des règles d'attribution des places de parking plus contraignantes verraient le jour.

Pour les élus CGT, il ne serait pas acceptable que des collègues se voient retirer la possibilité de se garer gratuitement à proximité de leur lieu de travail.

LE RAPPORT ANNUEL DE MEDECIN DE PREVENTION

Le docteur LAGAHE nous a présenté son bilan d'activité 2011.

Malgré la baisse des effectifs, sa charge de travail s'est maintenue et les sollicitations pour des aménagements de postes ont pratiquement doublé durant cette période.



**DÉPART DE
LA MAISON**

**DÉPART DU
BUREAU**

Par ailleurs, Mme LAGAHE a salué le travail des assistantes sociales et des correspondantes sociales dans le traitement des problèmes des agents.